



TENDANCES SOCIO ÉCONOMIQUES

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

N°8 - DÉCEMBRE 2018



Cette lettre est le fruit d'une collaboration entre l'Antenne Isère d'Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises (Service Intelligence Économique et Territoriale) et le Département de l'Isère (Direction des Solidarités et Direction de la Performance et Modernisation du service au public).

Bi-annuelle, elle vise à résumer les principales tendances socio-économiques du département.

À RETENIR

Une croissance nationale ralentie
En Isère :
des créations d'emplois, dans tous les secteurs.

Un recul du nombre de demandeurs d'emploi et d'allocataires du RSA

Les tendances générales	2
L'emploi salarié	3
Les créations d'entreprises	4
Les difficultés d'entreprises	4
Le chômage	5
Les allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA)	6
Économie de proximité et tourisme	7
Zoom sur l'industrie	8

2018 | Un premier semestre encourageant

Au premier semestre 2018 et malgré une croissance ralentie en France, la région Auvergne-Rhône-Alpes présente un bon niveau d'activité entravé toutefois par des difficultés de recrutement.

En Isère, la dynamique de créations nettes d'emplois entamée début 2016 s'est poursuivie et, fait remarquable, dans tous les secteurs d'activité y compris l'industrie. L'artisanat et le tourisme ont également bénéficié d'une bonne dynamique.

La demande d'emploi est en retrait, et ce, plus fortement en Isère que sur la région Auvergne-Rhône-Alpes ou en France. Ce recul a concerné toutes les catégories (demandeurs d'emploi avec ou sans activité réduite) ce qui distingue le département de la moyenne. Cette situation favorable se retrouve également au niveau des allocataires du RSA dont le nombre a continué de diminuer contrairement aux tendances nationale et régionale.

La dernière page de cette note est dédiée à un zoom sur l'industrie, un secteur moteur de l'économie régionale et départementale.

1^{er} semestre 2018 : un ralentissement économique en France et en Europe

INTERNATIONAL | Un contexte porteur

L'expansion mondiale en cours depuis mi-2016 s'est poursuivie en 2018. Selon les dernières prévisions du FMI, la croissance en 2018 s'élèverait à +3,7 %, comme en 2017. Le commerce mondial reste porteur malgré les tensions protectionnistes.

Les situations sont contrastées selon les zones géographiques. Au 1^{er} semestre 2018, l'activité économique a perdu de sa vigueur dans les pays avancés, à l'exception des Etats-Unis.

Parmi les pays émergents et en développement, seuls les exportateurs d'énergie ont connu une réelle embellie.

Dans ce contexte international, la zone euro a subi un ralentissement économique en début d'année, du fait notamment de l'appréciation de l'euro et du renchérissement des prix du pétrole. Sa croissance resterait néanmoins solide en 2018 (+2 % contre +2,5 % en 2017).

FRANCE | Une croissance ralentie

Après une année 2017 très dynamique, la croissance a fortement ralenti en France au 1^{er} semestre 2018 sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs : une atonie de l'investissement et de la consommation des ménages, un coup d'arrêt de l'investissement des entreprises au 1^{er} trimestre et un repli des exportations.

Au 3^e trimestre, la situation s'est redressée (+0,4 %) grâce à une reprise de la consommation, une hausse de l'investissement des entreprises et une amélioration du commerce extérieur.

Selon les dernières prévisions de l'Insee, la croissance annuelle pourrait atteindre +1,5 % en 2018 (contre +2,3 % en 2017).

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | Un bon niveau d'activité mais des difficultés de recrutement

Au 1^{er} semestre 2018, le climat des affaires est resté favorable dans l'ensemble des secteurs.

Pour satisfaire les carnets de commande en hausse, les entreprises investissent et recrutent. Cependant, selon les chefs d'entreprises, les difficultés de recrutement apparaissent aujourd'hui comme le principal frein à l'activité et cela dans les différents secteurs (industrie, services, BTP)*.

Dans l'industrie, la production est restée orientée à la hausse en réponse à une demande soutenue domestique et à l'export. L'électronique, la pharmacie et le décolletage ont été les secteurs moteurs sur les 6 premiers mois de l'année.

Les services ont bénéficié d'un bon niveau d'activité grâce à une vive demande dans les transports routiers, l'informatique, l'ingénierie et le travail temporaire.

Dans le BTP, l'activité a continué à progresser à un rythme toutefois moins soutenu qu'en 2017, aussi bien dans les travaux publics que dans le bâtiment.

À RETENIR

Prévisions de croissance pour 2018

Monde +3,7 %

Zone euro +2,0 %

France +1,5 %

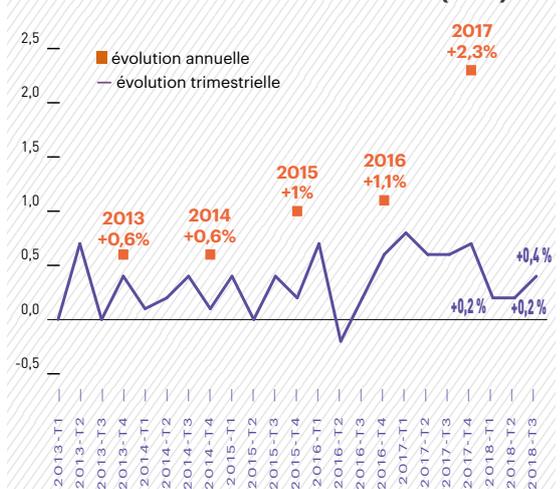
Contribution des différentes composantes à la croissance du PIB au 3^e trimestre 2018

PIB 3^e trimestre 2018 : + 0,4 %

Investissement	▲ + 0,9 %
Production totale	▲ + 0,6 %
Exportations	▲ + 0,4 %
Consommation des ménages	▲ + 0,4 %
Solde commercial	▲ + 0,2 %

Source : Insee données révisées au 29 novembre 2018

France : évolution du PIB en volume (en %)



Source : Insee données révisées au 29 novembre 2018

Sources : FMI, OCDE, INSEE,

Banque de France

*Baromètre trimestriel

Trésorerie, investissement

et croissance des PME

Rexecode BPI Mai et

Septembre 2018, Enquêtes

Banque de France et CCIR

Pour aller plus loin :

www.imf.org

www.oecd.org

www.insee.fr

www.banque-france.fr

Poursuite des créations d'emplois

Fin juin 2018, l'Isère comptait 464 850 emplois salariés, dont 69 % dans les secteurs marchands (agriculture, industrie, construction, intérim, commerce et services marchands) et 31 % dans le tertiaire non marchand (administration, enseignement, santé et action sociale).

Sur les six premiers mois de l'année, 2 640 emplois salariés ont été créés, en continuité avec la hausse observée au 2nd semestre 2017 (+2 570).

Au 1^{er} trimestre, l'Isère a bénéficié, avec l'Ain, de la plus forte croissance d'emploi de la région Auvergne-Rhône-Alpes (+0,6 % contre +0,2 % en moyenne régionale et nationale). En revanche, au 2^e trimestre, l'emploi salarié a légèrement diminué en Isère (-0,1 %) et a stagné en région et en France.

ACTIVITÉS | Une croissance d'effectifs dans tous les secteurs

De façon inédite, tous les secteurs d'activité ont connu une croissance de leurs effectifs au 1^{er} semestre 2018.

L'industrie, qui rassemble près de 80 000 salariés, a enregistré un solde positif de 490 emplois grâce à une hausse sur les deux premiers trimestres. Cette situation est remarquable au vu de la quasi-stabilité observée en région et en France.

La construction a créé 280 emplois. Particulièrement dynamique au 1^{er} trimestre, ce secteur a perdu des emplois au 2^e en Isère. Il a maintenu ses effectifs en région et a poursuivi sa croissance en France.

L'intérim a joué un rôle moteur au 1^{er} trimestre (+550 emplois), à un rythme de +3,4 % en Isère, supérieur à celui observé en région (+1,2 %) ou en France (+0,3 %). Une majorité d'intérimaires travaillent dans l'industrie et la construction, ce qui contribue aux recrutements dans ces secteurs.

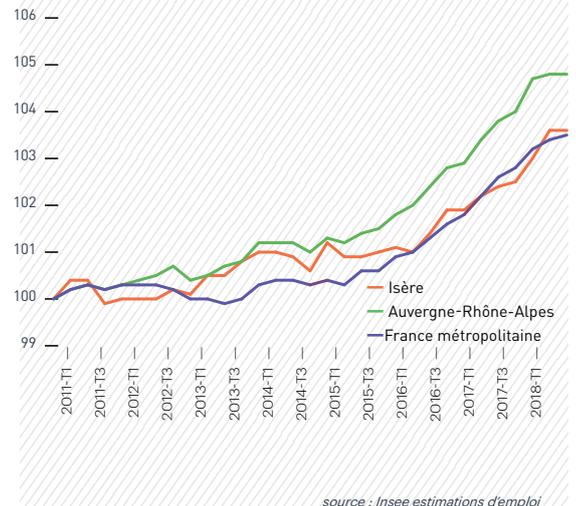
Le tertiaire marchand (hors intérim), qui compte 193 374 salariés, a enregistré 965 emplois supplémentaires, montrant une croissance comparable au niveau régional et national.

Les services non marchands, avec 144 600 salariés, ont connu des évolutions contrastées en Isère sur les deux premiers trimestres, une forte progression suivie d'une forte diminution, ce qui s'est soldé par 320 emplois supplémentaires. Les évolutions ont été plus faibles sur la région et en France.

À RETENIR
2 640 emplois supplémentaires au 1^{er} semestre 2018

Source : Insee, estimations d'emploi
*** Définition :** À partir du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Sont ainsi ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. L'Insee met à disposition des séries trimestrielles à partir du 4^e trimestre 2010. À partir de 2016, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises et générer des révisions accrues sur les données.
Pour aller plus loin :
www.insee.fr/

Évolution de l'emploi salarié base 100 au 4^e trimestre 2010



source : Insee estimations d'emploi

Évolution de l'emploi salarié par activités en 2018

	Isère			Auvergne Rhône-Alpes	
	Emploi au 2 ^e trim 2018	Var au 1 ^{er} trim	Var au 2 ^e trim	Var au 1 ^{er} trim	Var au 2 ^e trim
Agriculture	2 379	-1,7%	+3,0%	-0,3%	+1,0%
Industrie	79 673	+0,4%	+0,2%	+0,1%	0,0%
Construction	26 504	+1,3%	-0,2%	+0,6%	+0,1%
Tertiaire marchand hors intérim	193 374	0,0%	+0,5%	+0,1%	+0,3%
Intérim	18 312	+3,4%	-0,3%	+1,2%	-2,0%
Services non marchands	144 604	+1,3%	-1,0%	0,0%	-0,2%
Emploi salarié marchand	464 845	+0,6%	-0,1%	+0,2%	0,0%

source : Insee, estimations d'emploi salarié

LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES

Une forte croissance des créations d'entreprises

Sur les six premiers mois de l'année, 6 509 entreprises ont été créées en Isère, soit près de 1 000 de plus qu'au 1^{er} semestre 2017. Cette forte hausse (+18 %) est tirée par la dynamique des micro-entreprises (+29 %) et des entreprises individuelles (+24 %). A l'inverse, le nombre de créations de sociétés a diminué.

Les mêmes tendances ont été enregistrées dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et la France.

À RETENIR

3 611 créations hors micro-entreprises sur le 1^{er} semestre 2018

Sources : Insee, Sirene

Définitions :

Les créations d'entreprises correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire Sirene, à l'exclusion des reprises pour lesquelles il y a continuité d'activité et de localisation.

Pour aller plus loin : www.insee.fr/

Nombre de créations d'entreprises au 1^{er} semestre 2018 et évolution sur 1 an

	Nombre de créations au 1 ^{er} sem. 2018	Isère	Auvergne Rhône-Alpes
Sociétés	1 668	-2,3 %	+0,8 %
Entreprises individuelles hors auto-entrepreneurs	1 943	+23,7 %	+23,6 %
Micro-entrepreneurs (auto-entrepreneurs)	2 898	+29,4 %	+23,0 %
Total	6 509	+18,0 %	+16,1 %
Total hors micro-entrepreneurs	3 611	+10,2 %	+11,8 %

source : Insee, Sirene

LES DIFFICULTÉS D'ENTREPRISES

Baisse des défaillances mais hausse de licenciements

DEFAILLANCES | Net recul

Fin juin 2018, le nombre de défaillances cumulées sur un an s'élève à 1 088 en Isère. Le repli amorcé depuis 2016 s'est accéléré les 12 derniers mois (-12,9 %). La baisse des défaillances d'entreprises enregistrée dans le département est plus forte qu'en région (-8,7 %) et qu'en France (-5,4 %).

Tous les secteurs sont concernés par cette baisse, notamment la construction et le commerce-réparation automobile, qui représentent près de la moitié des défaillances.

ACTIVITÉ PARTIELLE* | Forte baisse

Au 1^{er} semestre 2018, le nombre d'heures chômées a poursuivi la baisse initiée depuis 2 ans.

Les secteurs les plus impactés ont été, comme en 2017, les travaux de construction spécialisés et la restauration.

LICENCIEMENTS ECONOMIQUES | En hausse

Sur les 6 premiers mois de l'année, 1 420 licenciements ont été enregistrés en Isère, soit une hausse de 10% par rapport à 2017. Le Bassin grenoblois a été fortement impacté en raison d'un PSE important (989).

* Dispositif permettant aux entreprises confrontées à une conjoncture économique difficile ou des circonstances exceptionnelles de réduire ou suspendre temporairement leur activité. Durant cette période, l'employeur verse une indemnisation au salarié. L'État garantit à l'employeur une prise en charge partielle de l'indemnisation des heures chômées.

À RETENIR

1 088 défaillances sur les 12 derniers mois

Définitions :

Défaillances d'entreprises : ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire.

Pour aller plus loin : www.banque-france.fr

Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) : établi dans le cadre d'une procédure de licenciement pour motif économique, il vise à éviter les licenciements ou à en limiter le nombre. Il doit faciliter le reclassement des salariés dont le licenciement est inévitable. Le PSE est obligatoire dans les entreprises d'au moins 50 salariés, lorsque la procédure concerne au moins 10 salariés.

Evolution des défaillances d'entreprises en cumul annuel



Nombre de licenciements économiques au 1^{er} semestre 2018

	Nbre	Ratio /1 000 salariés
Bassin grenoblois	989	5,1
Nord Isère	127	3,9
Isère Rhodanienne Bièvre-Valloire	126	2,7
Agglomération Voironnaise et Sud-Grésivaudan	178	2,4
Total Isère	1 420	4,1

source : Unité Territoriale de l'Isère de la DIRECCTE

Une tendance à la baisse qui se poursuit

TAUX DE CHÔMAGE | Un rebond au 1^{er} trimestre suivi d'une baisse

Au cours du 1^{er} semestre 2018, le taux de chômage départemental a légèrement augmenté de 0,1 point, une évolution identique à celle de la région et de la France métropolitaine. En Auvergne Rhône Alpes, 11 départements sur 12 ont suivi la même tendance.

Le taux de chômage de l'Isère (7,4 %) est resté inférieur à ceux de la région (7,7 %) et de la France métropolitaine (8,7 %).

Deux zones d'emploi de l'Isère ont également enregistré une légère hausse du niveau de chômage : Vienne-Roussillon (+0,1 point) et Bourgoin-Jallieu (+0,2 point). Seule, la zone de Grenoble est stable.

Zoom sur la région Auvergne-Rhône- Alpes

Taux de chômage :

- Auvergne-Rhône-Alpes : 7,7 %
- au 3^e rang des régions présentant les taux les plus faibles de France à égalité avec la Bourgogne Franche-Comté (7,7 %), derrière la Bretagne (7,5 %) et les Pays de la Loire (7,4 %).
- Isère au 6^e rang des 12 départements.

DEMANDEURS D'EMPLOI | Une baisse plus soutenue en Isère pour toutes les catégories

Au 30 juin 2018, le département comptait 97 010 demandeurs d'emploi dont 59 % sans activité (57 580) et 41 % en activité réduite (39 430). Au cours du 1^{er} semestre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi a baissé (-1 %) ce qui démarque l'Isère de la région (+0,3 %) et de la France (+0,1 %).

Sur cette même période, l'Isère a enregistré une baisse de 720 demandeurs d'emploi de catégorie A. La baisse départementale (-1,2 %) est plus soutenue que celles de la région (+0,3 %) et de la France Métropolitaine (-0,8 %). Les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégorie BC) sont également moins nombreux (-280) : l'Isère se distingue ainsi de la région et de la France métropolitaine qui, inversement, ont enregistré une hausse (respectivement +1,1 % et +1,7 % pour les catégories BC).

Cette évolution favorable a bénéficié à l'ensemble des hommes de plus de 25 ans. A l'inverse, les femmes de plus de 50 ans et en particulier celles exerçant une activité réduite ont été toujours plus nombreuses à s'inscrire au chômage.

Enfin le chômage longue durée a continué de progresser.

À RETENIR

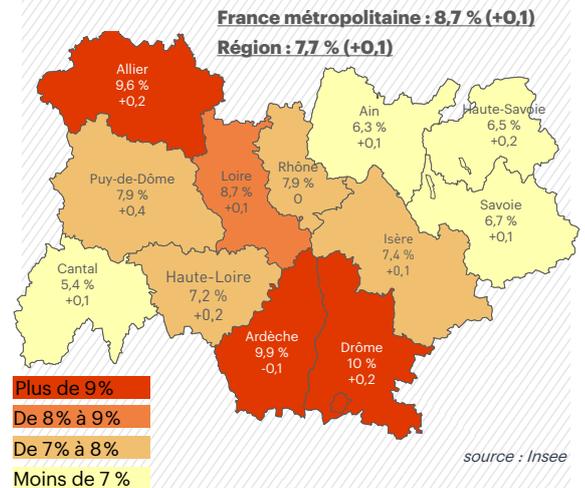
Au 1^{er} semestre 2018 : une baisse de 1000 demandeurs d'emplois (cat. ABC)

Evolution trimestrielle du taux de chômage au sens du BIT



source : Insee

Taux de chômage par département au 2^e trimestre 2018 et évolution semestrielle



source : Insee

Evolution des demandeurs d'emploi au 1^{er} semestre 2018

	Au 30 juin 2018	Evolution 1 ^{er} sem. 2018
Isère catégories ABC	97 010	-1,0 %
dont catégorie A	57 580	-1,2 %
dont catégories BC	39 430	-0,7 %
dont moins de 25 ans	13 710	-0,5 %
dont plus de 50 ans	23 150	+0,7 %
Longue durée (1 an et +)	41 660	+3,5 %

Pour aller plus loin :

<http://auvergne-rhone-alpes.directe.gouv.fr/>

source : Pôle Emploi et Direccte - Données CVS

Une situation plus favorable en Isère

RSA | 4,5 % des Isérois de moins de 65 ans vivent dans un foyer allocataire du RSA

Au 30 juin 2018, 23 007 foyers étaient allocataires du RSA en Isère. Parmi eux 4 673, soit 20,3 % perçoivent également la prime d'activité, c'est-à-dire qu'ils ont travaillé au cours de la période considérée, mais avec une rémunération inférieure au seuil du RSA.

Ces 23 007 foyers couvraient 46 966 personnes (dont 20 845 enfants) soit 4,5% de la population de moins de 65 ans concernée par le RSA. En France, l'Isère reste bien placée, dans le premier quart des départements.

Une grande part de personnes vivant seules, de familles monoparentales et de jeunes

Parmi les allocataires du RSA, trois types de ménages sont surreprésentés :

- Les ménages isolés : 55 % dont les 2/3 d'hommes
- Les familles monoparentales : 32 %
- Les moins de trente ans : 23 %.

DEBUT 2018 | Une baisse qui se confirme contrairement aux tendances nationales et régionales

Depuis décembre 2015, le nombre d'allocataires est en constante diminution sur le département : ainsi en deux ans et demi il a baissé de plus de 2 000.

Sur l'ensemble de la France métropolitaine, seuls deux départements (Haut-Rhin et Territoire de Belfort) ont connu la même tendance.

Sur le premier semestre 2018, le département a enregistré une baisse de - 1,6 % (soit 370 allocataires), contrairement à la région et à la France (+0,2 % et +0,5 %). Les 370 ménages sortis du dispositif représentent plus de 900 personnes.

Cette baisse concerne toutes les catégories d'allocataires, à l'exception des plus de 50 ans.

Les premières tendances du troisième trimestre indiquent que la baisse de poursuit.

À RETENIR

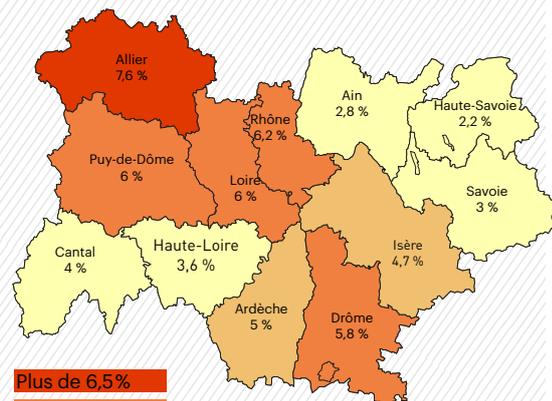
Au 1^{er} semestre 2018 : une baisse de 370 allocataires du RSA

Evolution du nombre d'allocataires du RSA au 1^{er} semestre 2018 et sur un an

	juin-18	Variation 6 mois	Variation 1 an
Nombre d'allocataires du RSA	23 007	-1,6%	-2,9 %
Dont sans majoration	20 257	-2,0%	-3,2 %
Dont avec majoration	2 750	1,7%	-1,1 %
Nombre de personnes vivant dans un foyer allocataires du RSA	46 966	-1,9%	-3,4 %
Dont nombre d'enfants	20 845	-1,8%	-3,3 %

source : CAF ELISA données consolidées
 *RSA avec majoration : sous certaines conditions (personne isolée avec des enfants à charge ou à naître), le montant forfaitaire du RSA peut être majoré.

Taux de couverture du RSA*



- Plus de 6,5%
- De 5,5% à 6,5%
- De 4,5% à 5,5%
- Moins de 4,5%

source : CAF 12/2017 - Insee RP 2015
 * Population couverte par le RSA sur la population des moins de 65 ans

Définition :

Le RSA, Revenu de solidarité Active est une prestation entrée en vigueur au 1^{er} juin 2009.

Elle remplace deux minima sociaux existants (RMI et API) et se substitue à des dispositifs d'intéressement de retour à l'emploi.

Rappel : Depuis le premier janvier 2016, le RSA activité a été remplacé par la prime d'activité, dispositif pris en charge par l'Etat. Les dispositifs du RSA socle et du RSA socle +activité pris en charge par le Département sont regroupés sous le nom de RSA. Le dispositif du RSA est intégralement pris en charge par le Département, avec une aide partielle de l'Etat.

Evolution des allocataires du RSA pris en charge par le Département



source : CAF ELISA

Une bonne dynamique dans l'artisanat et le tourisme

ARTISANAT | Une bonne dynamique

La part des entreprises artisanales qui ont déclaré des chiffres d'affaires stables ou en hausse a augmenté : 70 % au 1^{er} trimestre, 74 % au 2^e puis 76 % au 3^e. Par ailleurs, au regard de l'année 2017 ces trois premiers trimestres ont été plus favorables aux entreprises artisanales.

Des disparités sectorielles perdurent au sein de l'artisanat :

- L'alimentation s'est inscrit dans un contexte peu favorable avec un recul aux 2^e et 3^e trimestres.
- L'activité erratique dans la fabrication a bénéficié d'un climat favorable au 2^e trimestre.
- Le bâtiment s'est distingué grâce à une bonne dynamique.
- Enfin l'activité dans les services est resté favorable malgré un ralentissement au 3^e trimestre.

COMMERCE TRADITIONNEL | Des chiffres d'affaires en légère baisse

En cumul sur les neuf premiers mois de l'année 2018, les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant de la région grenobloise ont baissé (-0,9 %) par rapport à 2017.

En France, l'activité s'est stabilisée : -0,1 % en cumul sur l'année 2018 pour le petit commerce (hors auto).

Les chiffres d'affaires cumulés des quatre premiers mois de 2018 ont, comparativement à 2017, diminué dans les secteurs de l'alimentation, l'équipement de la maison et de la personne mais ont augmenté dans les secteurs de la santé-beauté et de la culture et du loisir.

TOURISME | Été 2018, une fréquentation touristique satisfaisante

Répondant aux tendances actuelles de consommation (attrait de la montagne, montée en puissance de l'activité trail, développement du vélo à assistance électrique...) et proposant de nombreuses manifestations culturelles et sportives (Tour de France, Jazz à Vienne...) le département de l'Isère a vu sa fréquentation touristique augmenter de 4 % par rapport à la moyenne des 4 étés précédents.

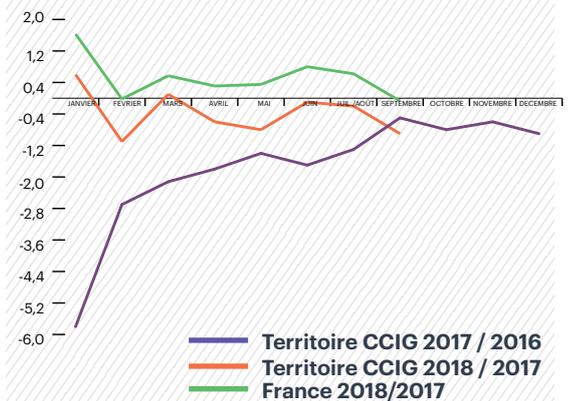
Près de 3 millions de nuitées marchandes ont ainsi été enregistrées, avec une augmentation plus significative pour les modes d'hébergements de plein air de type camping. Ce type d'hébergement, un peu plus prisé chaque été, génère 30 % des nuitées marchandes de la saison contre un peu plus de 20 % il y a 10 ans.

À RETENIR
29 500 entreprises artisanales

Evolution des chiffres d'affaires dans les entreprises artisanales en 2017 et 2018



Evolution des chiffres d'affaires cumulés du commerce de détail en 2018 comparés à 2017



Sources : Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble, Chambre de Métiers et de l'Artisanat, Isère-Tourisme

* Données Nord-Isère non disponibles

Un secteur moteur pour l'économie régionale et départementale

Etablissements industriels* : 34 300 en région et 5 360 en Isère

Emplois industriels** : 500 000 en région et 82 000 en Isère

Poids Isère parmi les départements de la région : 16 % derrière le Rhône (21 %)

Auvergne-Rhône-Alpes, 1^{ère} région industrielle de France

Avec 15,2 % de l'emploi industriel national, Auvergne-Rhône-Alpes est la première région industrielle de France, devant l'Île-de-France (451 800 emplois, soit 13,8 %).

L'industrie régionale est forte d'une diversité de secteurs. Quatre activités phares rassemblent la moitié des effectifs industriels : la métallurgie et le travail des métaux, les machines et équipements, les industries agroalimentaires, le caoutchouc et plastique.

Isère, parmi les départements les plus industriels de la région

L'industrie est présente sur l'ensemble du territoire régional, et en particulier dans neuf départements sur douze, où la part de l'emploi industriel est supérieure à la moyenne régionale (15 %) et nationale (12 %). Avec 16 % de l'emploi total dans l'industrie, l'Isère figure parmi les départements les plus industriels.

En Isère, quatre grands secteurs concentrent 57 % des effectifs industriels. Comme au niveau régional, la métallurgie et travail des métaux, ainsi que les machines et équipements comptent de nombreux établissements et emplois. En outre, deux secteurs présentent une forte spécificité : les composants microélectroniques et le matériel électrique.

Des recrutements importants dans plusieurs métiers industriels

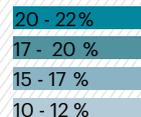
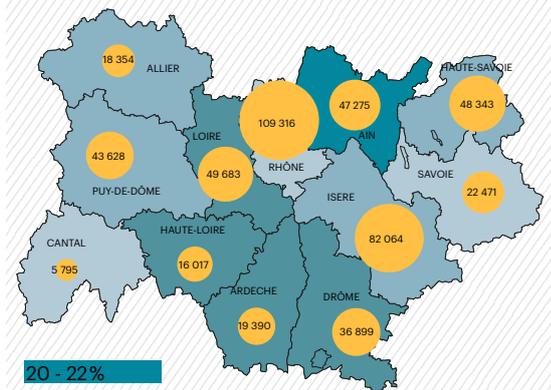
Dans un contexte de rebond de l'activité, l'industrie recrute dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Selon une analyse de Via Compétences, les métiers industriels les plus porteurs, en volume et en dynamique d'offres d'emplois, sont les suivants :

- Ouvriers de la mécanique
- Techniciens et agents de maîtrise des industries de process (chimie, plasturgie, carton, ...)
- Ouvriers du textile et du cuir
- Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance
- Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie

En Isère, à ces métiers porteurs, s'ajoutent les ouvriers et techniciens de l'électricité et de l'électronique

Source : Sources : Insee, *Répertoire des entreprises et des Etablissements-Sirene au 31/12/2016
**Estimation d'emploi salarié et non salarié au 31/12/2016

Nombre d'emplois industriels et part dans l'emploi total



Source : Insee 31/12/2016



Via Compétences
CARIF OREF AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
État - Région - Partenaires Sociaux

Remerciements aux organismes qui ont participé à l'édition de ce numéro



Directeur de publication : Joëlle Seux
Co-directeur : Séverine Battin
ISSN 2431-241X

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises Isère
5 rue Eugène Faure - CS 40020 - 38027 Grenoble Cedex 3
Tél. : 04 76 70 97 18

Département de l'Isère
7 rue Fantin-Latour - CS 41096 - 38022 Grenoble Cedex 1
Tél. : 04 76 00 38 38

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises | Isère

co-financée par :

